

TABLE DES MATIÈRES

Préface

Gilbert ORSONI	7
----------------------	---

Avant-propos

Jocelyn BÉNÉTEAU	11
------------------------	----

Sommaire	13
----------------	----

Les finances publiques en Australie

Manuel TIRARD	15
I. Présentation de l'Australie.....	15
A. Présentation générale du pays.....	15
B. Présentation générale des institutions (fédérales et fédérées).....	16
1. Les trois pouvoirs (fédéraux)	16
2. Le fédéralisme	17
C. Chiffres-clés des finances publiques australiennes (pour 2015, en milliards de \$ australiens)	18
II. Les finances publiques fédérales	19
A. Sources du droit fédéral des finances publiques	19
1. La Constitution australienne.....	19
2. Les lois	20
3. Les <i>Standing Orders</i>	21
B. Principes budgétaires	21
1. Les principes budgétaires australiens.....	21
a) Les principes en tant que tels.....	21
b) Les principes dans leur contexte australien	22
2. À la recherche des principes budgétaires français en Australie	23
a) L'unité budgétaire très relative	23
b) L'annualité budgétaire très relative	25
c) L'universalité budgétaire partiellement présente.....	26
d) La spécialité budgétaire présente.....	26
e) La sincérité budgétaire absente juridiquement mais politiquement essentielle	27
f) L'équilibre budgétaire absent juridiquement mais politiquement important.....	28
C. Procédure budgétaire fédérale.....	28
1. L'élaboration	29
2. L'adoption	30
a) La procédure.....	30
b) Les prérogatives parlementaires très limitées.....	31

3. L'exécution.....	32
a) L'exécution <i>stricto sensu</i>	32
b) La comptabilité publique.....	33
4. Le contrôle.....	33
a) En cours d'exécution	33
b) Après l'exécution.....	34

Les finances publiques en Nouvelle-Zélande

Fabrice BIN.....	37
Introduction. L'avant-garde de la nouvelle gouvernance publique.....	37
I. Présentation générale de la Nouvelle-Zélande et de ses finances publiques.....	38
A. Présentation générale de la Nouvelle-Zélande.....	38
1. Géographie et démographie : un pays très développé.....	39
2. Des institutions héritières de la colonisation britannique.....	39
3. Vie politique	40
4. Mutation de la « gouvernance » publique dans les années quatre-vingt.....	40
B. Les institutions	43
1. Le Parlement, institution financière	43
2. Le gouvernement et le ministère des finances (<i>The Treasury</i>).....	44
3. Les institutions supérieures de contrôle financier	46
C. Les chiffres-clés des finances publiques néo-zélandaises.....	47
1. Éléments généraux	47
2. Dette publique	47
3. Prélèvements obligatoires	48
II. Le système financier public de la Nouvelle-Zélande.....	49
A. Les sources du droit des finances publiques	49
1. Les sources constitutionnelles.....	49
2. Les sources législatives	50
3. Les sources « parlementaires ».....	54
B. Les recettes et les dépenses.....	54
1. Les recettes budgétaires	54
2. Les dépenses budgétaires	55
C. Les principes budgétaires	57
1. Le principe de l'autorisation législative des charges	57
2. Le principe d'annualité.....	58
3. Les principes de transparence : unité, universalité et information.....	59
4. Le principe moderne de « performance ».....	61
5. Le principe de spécialité.....	61
6. Les principes de responsabilité et l'équilibre budgétaire (« stabilité »).....	62
D. Le processus budgétaire	63
1. L'élaboration du budget.....	64
2. L'adoption du budget.....	66
3. L'exécution du budget.....	69
4. Le contrôle du budget.....	69
E. L'absence de fédéralisme financier en Nouvelle-Zélande	71

Les finances publiques en Nouvelle-Calédonie

Jocelyn BÉNÉTEAU.....	75
Introduction.....	75
I. Les sources du droit des finances publiques.....	80
A. Les sources internes.....	80
1. Les sources constitutionnelles.....	81
2. Les sources législatives et réglementaires.....	85
B. Les sources externes.....	88
C. Le transfert facultatif de compétences de l'article 27 LO 1999.....	89
II. Les recettes et les dépenses.....	91
A. Les recettes et les dépenses de la Nouvelle-Calédonie.....	91
1. Les recettes fiscales.....	91
2. Les recettes non-fiscales.....	92
3. Les dépenses.....	93
B. Les recettes et les dépenses des provinces et des communes de Nouvelle-Calédonie.....	94
1. Les recettes fiscales.....	96
2. Les recettes non-fiscales.....	96
3. Les dépenses.....	100
III. Les principes budgétaires.....	100
A. Le principe de l'annualité budgétaire.....	101
B. Le principe de l'unité budgétaire.....	101
C. Le principe de l'universalité budgétaire.....	102
D. Le principe de la spécialité des crédits.....	102
E. Le principe de l'équilibre budgétaire.....	103
IV. Le processus budgétaire.....	104
A. L'élaboration du budget.....	104
B. L'adoption du budget.....	105
C. L'exécution du budget.....	108
D. Le contrôle sur les finances des collectivités de Nouvelle-Calédonie.....	109

Les finances publiques en Polynésie française

Alexandre GUIGUE.....	113
Introduction.....	113
I. Présentation générale de la Polynésie française.....	113
A. Aperçu historique.....	114
B. Statut spécifique au regard de l'Union européenne.....	114
C. Les principales institutions politiques.....	115
1. Le Président de la Polynésie française.....	115
a) Élection et mandat.....	115
b) Rôle et pouvoirs.....	116
2. Le gouvernement.....	116
3. L'assemblée de la Polynésie française.....	116
a) Élections et mandat.....	116
b) Rôle et pouvoirs.....	117
4. Le Conseil Économique, Social et Culturel.....	117
5. Les communes et leurs établissements publics.....	118

D. Les principales données de finances publiques.....	119
II. Analyse des finances publiques de la Polynésie française	120
A. Les sources du droit des finances publiques	120
B. Les recettes et les dépenses de la Polynésie française	121
1. Les recettes de la Polynésie française	121
2. Les dépenses de la Polynésie française	121
C. L'autonomie fiscale de la Polynésie française	122
1. Les actes fiscaux polynésiens.....	123
2. L'autonomie fiscale par rapport à l'État	124
3. La dépendance économique et financière à l'égard de l'État.....	125
4. Les difficultés structurelles en matière de gestion financière.....	126
5. Les communes de la Polynésie française	127
D. Les principes budgétaires.....	127
1. L'annualité budgétaire	128
a) Le principe.....	128
b) Les exceptions	129
2. L'unité budgétaire.....	129
a) Le principe.....	129
b) Les exceptions	129
3. L'universalité budgétaire.....	130
a) Le principe.....	130
b) Les exceptions	130
4. La spécialité budgétaire.....	130
a) Le principe.....	131
b) Les exceptions	131
5. L'équilibre budgétaire	131
6. La sincérité budgétaire	132
E. La procédure budgétaire	132
1. La préparation	132
2. L'adoption	133
a) Les délais	133
b) La discussion, le vote et l'adoption sans vote	134
3. L'exécution.....	135
4. Le contrôle de l'exécution.....	136
5. Présentation de la Chambre territoriale des comptes	137

Les finances publiques à Wallis-et-Futuna

Thomas GOVEDARICA	139
Introduction.....	139
I. Présentation générale du territoire.....	139
A. Localisation.....	139
B. Histoire.....	140
1. Les trois royaumes	140
2. La présence française	141
C. Géographie.....	143
1. L'insularité.....	143
a) La desserte maritime.....	143

b) La desserte aérienne.....	143
c) Les télécommunications	144
d) Un désenclavement progressif.....	144
2. Les ressources naturelles.....	144
3. La démographie.....	145
D. L'économie.....	146
1. Les régimes d'aides au développement de l'Union européenne et de l'État	146
2. La situation économique générale.....	146
E. Le cadre institutionnel.....	147
1. Les parlementaires.....	147
2. L'État.....	148
a) Le rôle dévolu à l'État.....	148
b) La représentation de l'État.....	148
c) Les compétences de l'administrateur supérieur.....	149
3. Le territoire.....	149
a) Les organes du territoire	150
b) Les compétences de l'administrateur supérieur en sa qualité de chef du territoire	152
c) Les compétences de l'assemblée territoriale	152
4. Les circonscriptions.....	153
a) Une survivance des circonscriptions de 1956 en lieu et place de l'institution communale.....	153
b) Compétences des circonscriptions.....	154
5. Les institutions coutumières.....	154
a) Les circonscriptions administratives siège des royaumes coutumiers	154
b) Villages coutumiers, districts et circonscriptions électorales	155
c) Compétences des autorités coutumières	156
d) Compétence judiciaire des autorités coutumières	156
II. La situation des finances publiques	157
A. La dépense publique et les prélèvements obligatoires.....	157
1. Le poids et le financement de la dépense publique	157
a) Montant et répartition de la dépense publique.....	157
b) La répartition du financement de la dépense	159
2. Les prélèvements obligatoires.....	159
a) Les recettes fiscales	160
b) Les cotisations sociales.....	161
c) Le taux des prélèvements obligatoires.....	162
B. La situation financière du territoire.....	163
1. La formation de l'autofinancement	163
a) Les recettes de fonctionnement	163
b) Les dépenses de fonctionnement et l'autofinancement courant ..	164
c) L'équilibre de la section de fonctionnement.....	165
2. La section d'investissement et la situation financière	166
a) Le niveau de l'investissement.....	166
b) Les composantes de l'investissement.....	167

c) L'équilibre de la section d'investissement.....	167
d) Le budget annexe du service des postes et télécommunications..	168
3. La situation budgétaire et financière globale.....	169
C. Les circonscriptions	169
1. La formation de l'autofinancement	169
a) Les recettes de fonctionnement	169
b) Les dépenses de fonctionnement	170
c) L'équilibre de la section de fonctionnement des trois circonscriptions.....	171
2. Le financement de l'investissement et la situation financière	171
a) Le niveau de l'investissement.....	171
b) L'équilibre de la section d'investissement.....	172
3. La situation budgétaire et financière des trois circonscriptions	173
D. Le niveau des investissements	174
E. La caisse sociale.....	175
F. Les perspectives	175
III. Les spécificités du cadre des finances publiques	176
A. Le cadre des finances publiques.....	176
1. Les fondements juridiques	176
a) Les textes	176
b) Les principes de la comptabilité publique	177
2. Les budgets publics	178
a) Le budget de l'État	178
b) Le budget du territoire	178
c) Les budgets des circonscriptions	179
d) Les budgets des organismes de droit privé en charge d'un service public	180
3. L'organisation comptable	180
a) Les comptes publics du territoire.....	180
b) Les autres comptes publics	181
c) Les ordonnateurs.....	182
B. L'autonomie fiscale du territoire au regard de la fiscalité métropolitaine	182
1. Une compétence traditionnelle du territoire.....	182
a) Jusqu'au protectorat.....	182
b) La mise en place d'une fiscalité propre au territoire	183
2. L'héritage fiscal	184
a) La fiscalité indirecte.....	184
b) La fiscalité directe.....	184
c) L'évolution du rôle dévolu à la fiscalité locale	185
3. La compétence fiscale et douanière sur le territoire des îles Wallis et Futuna aujourd'hui	186
a) Le rôle du territoire.....	186
b) Le rôle de l'État	186
C. La structure fiscale	187
1. Les droits de douane et les taxes d'approche d'effet équivalent	187
a) L'adoption d'un tarif douanier conforme au droit international ..	187

b) Le régime douanier du territoire.....	188
c) Le droit d'entrée	188
d) La taxe intérieure de consommation sur les alcools	188
e) La taxe parafiscale de propriété	189
f) La taxe intérieure de consommation sur les hydrocarbures	189
g) La taxe intérieure de consommation sur les tabacs	189
h) La taxe spéciale sur les armes.....	189
i) La taxe d'environnement	189
2. Les autres impôts indirects	190
a) La taxe sur les opérations financières	190
b) Le droit d'immatriculation des véhicules terrestres	190
c) La taxe de quai.....	191
d) La taxe de lamanage, balisage	191
e) La taxe sur les immatriculations des navires et le droit annuel de francisation.....	191
f) La contribution téléphonique.....	192
g) La taxe sur l'électricité	192
h) La taxe sur les contrats d'abonnement à la télévision satellite....	192
i) Les droits d'enregistrement	192
j) La taxe sur les contrats d'assurance	193
3. Les impôts directs.....	193
a) La patente	193
b) La taxe sur les sociétés sans activité.....	193
4. Le monopole des tabacs	194
Table des matières	195